



COMPTE RENDU CONJOINT DES PRÉSIDENTS
QUARANTE CINQUIÈME RÉUNION DU CONSEIL
5-7 NOVEMBRE 2013

OUVERTURE DE LA RÉUNION

1. La réunion est ouverte par Naoko Ishii, directrice générale et présidente du FEM.

ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT DE SÉANCE

2. Mme Margarita Perez, représentant le groupe de pays comprenant le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama et le Venezuela, est élue coprésidente de la réunion.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. Le Conseil adopte l'ordre du jour provisoire qui fait l'objet du document GEF/C.45/01/Rev.01.

Point sur la vision du FEM en 2020

4. Mme Naoko Ishii intervient devant le Conseil.

Point sur la reconstitution des ressources de FEM-6

5. Le Secrétariat fait le point sur la négociation de la sixième reconstitution de la Caisse du FEM, revenant notamment sur la deuxième réunion qui s'est tenue dans ce cadre à Delhi en septembre 2013.

Allocutions des secrétaires exécutifs des Conventions

6. Le Conseil tient une session interactive sur les synergies avec les instances des Conventions, représentées par M. Braulio Ferreira de Souza Dias, secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, Mme Monique Barbut, secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et M. Jim Willis, secrétaire exécutif des Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. M. Tim Kasten, chef du Secrétariat exécutif par intérim de la Convention de Minamata sur le mercure, intervient également devant le Conseil.

Rapport de la présidence du Groupe consultatif pour la science et la technologie

7. Mme Rosina Bierbaum, présidente du Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP), prononce une allocution sur les travaux de son groupe.

DÉCISIONS PRISES

8. Le Conseil prend les décisions suivantes sur les divers points inscrits à son ordre du jour.

Décision sur le point 4 de l'ordre du jour Rapport de suivi annuel 2011 : Partie I

9. Ayant examiné le document GEF/C.45/05, intitulé *Rapport de suivi annuel de l'exercice 13 : Partie I*, le Conseil se réjouit du constat global selon lequel les résultats du portefeuille du FEM en 2013 étaient satisfaisants dans tous les domaines d'intervention. Le Conseil accueille favorablement l'analyse du cycle de projet dans la section consacrée à l'efficacité de la gestion et l'inclusion d'un état annuel des activités habilitantes et des programmes-cadres, ainsi que les informations reçues concernant les processus de constitution des portefeuilles nationaux (PCPN).

10. Le Conseil charge le Secrétariat de travailler en collaboration avec les Agences pour lui rendre compte du degré de réalisation des objectifs de programmation de FEM-5 en utilisant le Rapport de suivi annuel, Partie II, à sa réunion du printemps de 2014. Le compte rendu suivant sera présenté dans le cadre du Rapport de suivi annuel, Partie I.

Décision sur le point 5 de l'ordre du jour Rapport annuel sur l'impact des projets du FEM et réponse de la direction

11. Ayant examiné les documents GEF/ME/C.45/1, intitulé *Annual Report on Impact*, et GEF/ME/C.45/2, intitulé *Management Response to the Annual Report on Impact*, le Conseil note les progrès considérables de l'appui du FEM en faveur des initiatives d'atténuation du changement climatique en Chine, en Inde, au Mexique et en Russie. Il note par ailleurs que dans plusieurs projets, la progression vers la réalisation de l'impact recherché a été ralentie par des obstacles au changement qui n'avaient pas été pleinement intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet. Cependant, il faut également noter que pendant FEM-5, le portefeuille des initiatives d'atténuation du changement climatique s'est élargi pour couvrir un champ plus large. Le Conseil charge le Secrétariat d'inclure cette réorientation, et le cas échéant de la renforcer, dans ses propositions pour FEM-6.

12. En outre, le Conseil demande au Secrétariat de travailler avec le STAP et les autres entités compétentes pour poursuivre ses travaux sur l'amélioration de la méthodologie de calcul de réduction des émissions de GES et ouvrir un dialogue sur la façon de i) mieux évaluer la réduction des émissions directes de GES pendant le déroulement et à l'achèvement des projets, et ii) mieux estimer la réduction des émissions indirectes de GES. Le Conseil charge le Secrétariat du FEM de lui présenter des propositions en ce sens à sa prochaine réunion.

Décision sur le point 6 de l'ordre du jour *Rapport d'activité du directeur du Bureau de l'évaluation du FEM, y compris le rapport sur l'état d'avancement du Cinquième bilan global, et réponse de la direction*

13. Ayant examiné les documents GEF/ME/C.45/03.Rev.01, intitulé *Progress Report of the GEF Evaluation Office Director, including the OPS5 Progress Report*, et GEF/ME/C.45/08, intitulé *Management Response to the Progress Report of the GEF Evaluation Office Director, including the OPS5 Progress Report*, le Conseil prend bonne note des travaux en cours réalisés par le Bureau et du rapport d'activité sur le Cinquième bilan global du FEM ainsi que du prochain examen paritaire et des tendances internationales sur l'indépendance de l'évaluation. Le Conseil approuve le changement de dénomination du Bureau qui devient le Bureau indépendant d'évaluation du FEM (GEFIEO).

14. Le Conseil charge le Secrétariat et le Bureau d'évaluation de soumettre un amendement de l'Instrument à son approbation avant l'Assemblée de 2014 afin que le Bureau indépendant d'évaluation y figure sous ce nom.

Décision sur le point 7 de l'ordre du jour *Évaluation à mi-parcours du Système transparent d'allocations des ressources et réponse de la direction*

15. Ayant examiné les documents GEF/ME/C.45/04, intitulé *Mid-Term Evaluation of the System of Transparent Allocation of Resources (STAR)*, et GEF/ME/C.45/05, intitulé *Management Response to the Mid-Term Evaluation of STAR*, le Conseil note la contribution du STAR au renforcement de l'adhésion active des pays et de leur rôle moteur dans la programmation des ressources du FEM. Sans préjudice des recommandations pratiques relatives au STAR qui pourraient résulter de la négociation de la sixième reconstitution des ressources du FEM, le Conseil charge le Secrétariat de prendre en compte les recommandations suivantes dans les propositions qu'il lui présentera sur le STAR pour FEM-6 :

- a) les seuils de souplesse pour l'utilisation des allocations dans les domaines d'intervention pourraient être relevés pour les pays à marge de manœuvre limitée ;
- b) les indices utilisés dans le cadre du STAR pourraient être améliorés en définissant de meilleurs indicateurs et en actualisant les données ;
- c) la mise en œuvre du STAR pourrait être affinée sous plusieurs aspects, notamment par un calcul plus rigoureux des allocations s'appuyant sur un contrôle suffisant de la qualité, et par des améliorations du mode de calcul et de la gestion de la base de données.

16. Compte tenu du recours limité et relativement lent au programme de gestion durable des forêts pendant FEM-5, le Conseil demande au Secrétariat de s'assurer que les nouveaux programmes élaborés accordent une attention particulière aux efforts qui seraient nécessaires pour faire connaître les règles et procédures opérationnelles de ces programmes aux partenaires du FEM.

Décision sur le point 8 de l'ordre du jour Évaluation à mi-parcours du Processus de constitution de portefeuilles nationaux (PCPN) et réponse de la direction

17. Ayant examiné les documents GEF/ME/C.45/06, intitulé *Mid-Term Evaluation of the National Portfolio Evaluation Exercise (NPFE)*, et GEF/ME/C.45/07, intitulé *Management Response to the Mid-Term Evaluation of the NPFE*, le Conseil souligne la pertinence des PCPN pour prédéfinir l'appui attendu du FEM et la capacité avérée de ces dispositifs à renforcer les aptitudes des pays à coordonner et à programmer les interventions du FEM. Le Conseil charge le Secrétariat de :

- a) Inclure dans les propositions finales de reconstitution de la Caisse du FEM, la poursuite de l'appui aux PCPN pendant FEM-6 par le biais du Secrétariat ;
- b) Utiliser en 2014 le reliquat des ressources PCPN de FEM-5 pour faciliter le travail de programmation, en particulier dans les PMA et les PEID, afin de permettre aux pays qui le souhaitent de se préparer à utiliser ces dispositifs pendant FEM-6 ;
- c) Inclure dans les propositions finales de reconstitution des ressources du FEM, des initiatives de renforcement de capacités pour FEM-6 (PCPN, Initiatives pour l'organisation d'ateliers de dialogue national, ANCR et suivi de la stratégie de renforcement des capacités pour FEM-5) qui visent à mieux faire connaître le FEM aux partenaires et acteurs concernés dans les pays, en particulier dans les PMA et les PEID ;
- d) Mettre à jour les guides PCPN pour répondre aux besoins d'information des pays sur des sujets tels que les critères d'éligibilité, les attentes en matière de cofinancement et les modalités de financement lors de la constitution d'un portefeuille national.

Décision sur le point 9 de l'ordre du jour Rapport sur l'état d'avancement de l'application des mesures d'allègement du cycle de projet du FEM

18. Ayant examiné le document GEF/C.45/04, intitulé *Rapport sur l'état d'avancement de l'application des mesures d'allègement du cycle de projet du FEM*, le Conseil reconnaît les progrès accomplis dans l'application des mesures d'allègement du cycle de projet du FEM et l'évolution des indicateurs d'efficacité, et note que le travail doit se poursuivre pour mieux préciser l'horizon temporel des phases de ce cycle et réduire davantage les délais de préparation des projets.

19. Le Conseil encourage le Secrétariat, les Agences du FEM et les pays bénéficiaires à travailler ensemble pour accélérer la préparation des projets.

20. Le Conseil charge le Secrétariat de travailler avec les Agences pour soumettre à son examen, à sa réunion du printemps 2014, une politique d'annulation des projets dont la préparation a dépassé les délais prévus.

21. Le Conseil décide de déléguer à la DG le pouvoir d'appliquer la procédure d'approbation accélérée aux activités habilitantes ne dépassant pas 1 million de dollars.

22. Le Conseil charge le Secrétariat du FEM de lui rendre compte à sa prochaine réunion des progrès accomplis dans les domaines suivants : i) l'application des huit mesures d'allègement du cycle de projet, y compris toute réduction possible des coûts ; ii) la mise en œuvre du processus expérimental d'harmonisation avec la Banque mondiale, y compris la possibilité d'étendre cette expérience à d'autres Agences ; et iii) les travaux des quatre groupes de travail interinstitutionnels chargés de l'examen de mesures d'allègement supplémentaires.

Décision sur le point 12 de l'ordre du jour Relations avec les instances des Conventions et d'autres institutions internationales – Allocutions des secrétaires exécutifs des Conventions

23. Ayant examiné le document GEF/C.45/06, intitulé *Relations avec les instances des Conventions et d'autres institutions internationales*, le Conseil se félicite du rapport et charge le réseau du FEM de poursuivre la collaboration avec les pays bénéficiaires pour traduire les directives reçues et les priorités nationales dans leur programmation et les activités de l'institution.

Décision sur le point 13 de l'ordre du jour Modification de l'Instrument

24. Le Conseil charge le Secrétariat de lui soumettre, pour examen et décision par courrier, d'ici le 15 janvier 2014, un projet de décision recommandant à la cinquième Assemblée de modifier l'Instrument, notamment, mais non exclusivement, en ajoutant une référence à la Convention de Minamata sur le mercure.

Décision sur le point 15 de l'ordre du jour Examen de l'observance par les agences du FEM des normes de sauvegarde environnementale et sociale et de l'internalisation de la parité des sexes

25. Ayant examiné le document GEF/C.45/10, intitulé, *Examen de l'observance par les agences du FEM des normes de sauvegarde environnementale et sociale et de l'internalisation de la parité des sexes*, le Conseil :

- a) Invite chaque Agence du FEM qui ne s'est pas encore conformée à l'ensemble des dispositions de la Politique du FEM sur les normes de sauvegarde environnementale et sociale et de la Politique du FEM sur l'internalisation de la parité des sexes à présenter au Secrétariat du FEM, au plus tard le 15 décembre 2013, un plan d'action précisant le calendrier et les modalités de sa mise en conformité avec les dispositions auxquelles elle ne satisfait pas encore. Le Secrétariat du FEM compilera ces plans d'action assortis de délais et les transmettra au Conseil du FEM d'ici le 31 décembre 2013. Le Conseil accorde une dérogation aux Agences afin qu'elles soumettent des plans d'action assortis de délais sur l'internalisation de la parité des sexes ;
- b) Invite chaque Agence du FEM qui ne s'est pas encore conformée à l'ensemble des dispositions de l'une ou l'autre politique à rendre compte au Conseil, à sa réunion du

printemps 2014, des progrès qu'elle aura accomplis dans l'application de son plan d'action, étant entendu qu'il pourra alors imposer des délais précis.

26. Le Conseil charge le Bureau de l'évaluation du FEM de commencer à évaluer la Politique sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer par les Entités partenaires du FEM à l'issue du processus pilote d'accréditation des Agences de projets du FEM. Le Secrétariat proposera une politique révisée à l'examen du Conseil en tenant compte des conclusions de cette évaluation et de toute directive reçue du Conseil.

Décision sur le point 16 de l'ordre du jour Rapport sur l'état d'avancement du processus expérimental d'accréditation des Agences de projets du FEM

27. Ayant examiné le document GEF/C.45/12, intitulé *Rapport sur l'état d'avancement du processus expérimental d'accréditation des Agences de projets du FEM*, le Conseil prend note de l'état d'avancement des examens de la phase II réalisés à ce jour par le Panel d'accréditation. Il note plus particulièrement que les premiers examens sur dossier de la phase II ont été achevés et que World Wildlife Fund, Inc. (WWF-US) et Conservation International Foundation (CI) ont reçu l'approbation du Panel pour passer de la phase II à la phase III.

28. Le Conseil approuve des plafonds initiaux de financement pour WWF-US et CI selon les modalités prévues dans le document GEF/C.40/09, intitulé *Élargissement du réseau du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument*, à savoir :

- a) plafond de financement par projet : 65 000 000 dollars pour WWF-US et 120 000 000 dollars pour CI; et
- b) plafond de financement pour l'ensemble des projets : 125 000 000 dollars pour WWF-US et 110 000 000 dollars pour CI.

29. Le Conseil autorise le Secrétariat à recalculer ces plafonds au moment de l'approbation des projets pour ces Agences et le charge de l'informer de tout changement.

30. Le Conseil charge le Secrétariat de continuer à présenter un rapport sur l'état d'avancement du processus expérimental d'accréditation à chacune de ses réunions.

Décision sur le point 17 de l'ordre du jour Note sur l'organisation de la cinquième Assemblée du FEM

31. Ayant examiné la *Note sur l'organisation de la cinquième Assemblée du FEM* (GEF/C.45/07), le Conseil prend note du budget préliminaire proposé et approuve un montant supplémentaire de 1 368 528 dollars au titre de l'initiative spéciale visant à financer l'organisation de l'Assemblée.

Décision sur le point 18 de l'ordre du jour Programme de travail

32. Ayant examiné le document GEF/C.45/08, intitulé *Programme de travail*, le Conseil approuve un programme composé de quarante et un (41) projets indépendants et une activité habilitante approuvée selon la procédure ordinaire, sous réserve des observations formulées en séance et des remarques complémentaires susceptibles d'être présentées au Secrétariat d'ici le 21 novembre 2013. Il donne aussi son approbation à cinq projets rattachés à un programme-cadre déjà approuvé.

33. Le montant total des ressources demandées dans le cadre de ce programme de travail¹ est de 259,84 millions de dollars. Il correspond aux financements à allouer aux projets par le FEM et aux allocations pour frais versées aux Agences. Ce programme de travail se compose des fiches d'identité de projets (FIP) et de l'activité habilitante (AH) suivantes :

Diversité biologique

1. **Cap-Vert** : Prise en compte systématique de la préservation de la biodiversité dans le secteur touristique parallèlement à un dispositif renforcé d'aires protégées (PNUD) (Financement du FEM : USD 3 664 640)
2. **Chili** : Renforcement et élaboration d'instruments de gestion, de prévention et de lutte face à *Castor canadensis*, espèce de castor introduite envahissant la Patagonie chilienne (FAO) (Financement du FEM : USD 2 153 882)
3. **Équateur** : Préservation de la diversité des amphibiens et utilisation durable des ressources génétiques connexes (PNUD) (Financement du FEM : USD 2 726 908)
4. **Éthiopie** : Intégration systématique des mesures incitant à la préservation de la biodiversité dans la stratégie d'économie verte à l'épreuve du changement climatique (CRGE) (PNUD) (Financement du FEM : USD 3 316 455)
5. **Madagascar** : Renforcement du réseau de « nouvelles aires protégées » (PNUE) (Financement du FEM : USD 3 905 265)
6. **Panama** : Systèmes de production écologiquement viable et préservation de la biodiversité (Banque mondiale) (Financement du FEM : USD 9 589 000)
7. **Philippines** : « RicePlus » – Conservation dynamique et utilisation durable de la biodiversité agricole dans la production rizicole (FAO) (Financement du FEM : USD 2 182 631)

¹ Compte tenu de la politique appliquée par son pays à certains projets de développement, le membre du Conseil représentant les États-Unis d'Amérique ne s'est pas prononcé sur les projets suivants : i) **Chine** : Promotion de l'utilisation de moteurs électriques basse consommation dans l'industrie, et ii) **Turkménistan** : Efficacité énergétique et énergies renouvelables pour une gestion durable de l'eau

8. **Fédération de Russie** : Protection des grands félins² (WWF-US) (Financement du FEM : USD 12 707 550)
9. **Seychelles** : Viabilité financière des aires protégées (PNUD) (Financement du FEM : USD 2 776 900)

Changements climatiques

10. **Chine** : Promotion de l'utilisation de moteurs électriques basse consommation dans l'industrie (PNUD) (Financement du FEM : USD 3 500 000)
11. **El Salvador** : Troisième communication nationale et rapport biennal actualisé en application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques³ (PNUD) (Financement du FEM : USD 852 000)
12. **Éthiopie** : Promotion de l'exploitation des énergies renouvelables en zone rurale (TER) pour les ménages et les usages productifs (PNUD) (Financement du FEM : USD 4 091 781)
13. **Indonésie** : Meilleure maîtrise de l'énergie dans les grandes entreprises (Banque mondiale) (Financement du FEM : USD 5 480 000)
14. **Indonésie** : Transformation du marché par la conception et l'application de mesures d'atténuation du changement climatique dans le secteur de l'énergie (PNUD) (Financement du FEM : USD 8 025 000)
15. **Madagascar** : Petite hydraulique rurale pour un meilleur accès à l'énergie à des fins productives (ONUDI) (Financement du FEM : USD 2 855 000)
16. **Maroc** : Prise en compte systématique du changement climatique dans la stratégie logistique nationale et déploiement de plateformes logistiques intégrées (PNUD) (financement du FEM : USD 2 274 429)
17. **Nigéria** : Promotion de solutions énergétiques à faible intensité de carbone dans la fourniture de l'électricité au Nigéria (PNUD) (Financement du FEM : USD 4 400 000)
18. **Philippines** : Promouvoir le développement des applications commerciales des énergies renouvelables et la viabilité du marché (PNUD) (Financement du FEM : USD 5 200 000)
19. **Fédération de Russie** : Programme de transport maritime écologiquement rationnel pour la Russie (BERD) (Financement du FEM : USD 10 000 000)

² Tant qu'un accord sur les modalités financières n'aura pas été signé entre l'Administrateur et WWF-US, l'Administrateur ne réservera pas de ressources du FEM pour le projet en question ni pour les commissions pour frais à l'Agence concernée.

³ Il s'agit d'un projet d'activités habilitantes soumis à l'approbation du Conseil selon la procédure ordinaire.

20. **Fédération de Russie** : Transfert de technologies écologiquement rationnelles pour atténuer le changement climatique provoqué par certaines industries de la République du Tatarstan (ONUDI) (Financement du FEM : USD 10 292 500)
21. **Afrique du Sud** : Amélioration du rendement énergétique des industries sud-africaines par l'intégration de systèmes de maîtrise et d'optimisation de l'énergie (ONUDI) (Financement du FEM : USD 5 776 484)
22. **Thaïlande** : Croissance à faible intensité de carbone dans les villes par une gestion écologiquement viable des systèmes urbains (PNUD) (Financement du FEM : USD 3 150 000)
23. **Ukraine** : Suppression des obstacles à l'accroissement des investissements dans la maîtrise de l'énergie des bâtiments publics (PNUD) (Financement du FEM : 5 480 000 USD)
24. **Viet Nam** : Meilleure maîtrise de l'énergie des bâtiments commerciaux et des tours d'habitation (PNUD) (Financement du FEM : USD 3 198 000)

Eaux internationales

25. **Projet régional (Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, République démocratique du Congo, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe)** : Gestion durable des eaux souterraines dans les États membres de la SADC (Banque mondiale) (Financement du FEM : USD 8 119 179)
26. **Projet régional (Angola, Botswana, Namibie)** : Appui à la mise en œuvre du programme d'action stratégique pour le bassin de l'Okavango/Cubango (PNUD) (Financement du FEM : USD 6 100 000)
27. **Projet régional (Antigua-et-Barbuda, Barbade, Brésil, Belize, Colombie, Costa Rica, Dominique, République dominicaine, Grenade, Guatemala, Guyane, Honduras, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Mexique, Panama, Surinam, Trinidad-et-Tobago, Saint-Vincent-et-les Grenadines)** : Faciliter la mise en œuvre du Programme d'action stratégique pour la gestion durable des ressources marines vivantes partagées dans les grands écosystèmes marins des Caraïbes et du plateau du nord Brésil (PNUD) (Financement du FEM : USD 12 500 000)
28. **Projet régional (Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie)** : Gestion du bassin de la Drina dans l'ouest des Balkans (Banque mondiale) (Financement du FEM : USD 4 366 210)
29. **Projet régional (Afrique du Sud, Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie, Tanzanie,)** : Programme d'action stratégique d'appui aux réformes institutionnelles et à l'harmonisation des politiques pour la

gestion durable des grands écosystèmes marins de l'océan Indien occidental (PNUD) (Financement : USD 10 976 891)

Dégradation des sols

30. **Gambie** : Gestion durable de proximité des forêts sèches (FAO) (Financement du FEM : USD 3 066 347)
31. **Inde** : Approches intégrées de gestion durable des sols et des écosystèmes pour réduire la dégradation des terres et la désertification (Banque mondiale) (Financement du FEM : USD 4 164 384)
32. **Libye** : Gestion durable des sols et préservation des écosystèmes des oasis (FAO) (Financement du FEM : USD 3 972 603)
33. **Tanzanie** : Sauvegarder les services écologiques des bassins hydrographiques par la gestion durable des sols dans les bassins du Ruvu et du Zigi de l'arc montagneux de l'est (Financement du FEM : USD 3 648 858)

Activités plurisectorielles

34. **Arménie** : Prise en compte systématique de la gestion durable des sols et des forêts dans les paysages de montagnes des zones arides (PNUD) (Financement du FEM : USD 2 977 169)
35. **Brésil** : Inverser le processus de désertification dans les zones sensibles du Brésil : Pratiques agroforestières durables et préservation de la biodiversité (FAO) (Financement du FEM : USD 3 930 155)
36. **Colombie** : Préservation et viabilité des forêts au cœur de l'Amazonie colombienne (Banque mondiale) (Financement du FEM : USD 10 400 000)
37. **République démocratique du Congo** : Gestion de proximité de la forêt de Miombo dans le sud-est du Katanga (PNUD) (Financement du FEM : USD 4 533 333)
38. **Turkménistan** : Efficacité énergétique et énergies renouvelables pour une gestion durable de l'eau (PNUD) (Financement du FEM : USD 6 185 000)
39. **Venezuela** : Gestion durable et préservation des espaces forestiers par une approche écosociale (FAO) (Financement du FEM : USD 8 249 316)

Polluants organiques persistants

40. **Projet régional (Antigua-et-Barbuda, Barbade, Bahamas, Belize, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Surinam, Trinidad-et-Tobago, Saint-Vincent-et-les-**

Grenadines) : Création et application d'un mécanisme de gestion durable des POP dans les Caraïbes (ONUDI) (Financement du FEM : USD 8 839 000)

41. **Cameroun :** Réduction des PCB au Cameroun par l'utilisation des compétences locales et le renforcement des capacités nationales (PNUE) (Financement du FEM : USD 3 000 000)
42. **Chine :** Assainissement d'un site contaminé (Banque mondiale) (Financement du FEM : USD 15 000 000)

Sous-projets⁴ rattachés à un programme-cadre déjà approuvé (et financés par des ressources réservées à cette fin) – programme R2R – « De la montagne au récif » – Priorités nationales des pays insulaires océaniques : Gestion intégrée de l'eau, des terres, des forêts et des côtes pour protéger la biodiversité, sauvegarder les services écosystémiques, fixer le carbone, améliorer la résistance aux chocs climatiques et préserver durablement les moyens de subsistance⁵ (Programme) (ID FEM : 5395)

Activités plurisectorielles dans le cadre du programme R2R

43. **Kiribati :** R2R : Des îles et des populations qui résistent aux chocs climatiques (FAO) (Financement du FEM USD 4 720 030)
44. **États fédérés de Micronésie :** R2R : Application et intégration du modèle « De la montagne au récif » pour protéger les services écosystémiques, sauvegarder la biodiversité d'importance mondiale et préserver durablement les moyens de subsistance des populations locales (PNUD) (Financement du FEM : 4 689 815 USD)
45. **Papouasie-Nouvelle-Guinée :** R2R : Gestion plus efficace du dispositif national d'aires protégées (PNUD) (Financement du FEM : 10 929 358 USD)
46. **Tuvalu :** R2R : Application du modèle « De la montagne au récif » pour préserver la biodiversité et protéger les services écosystémiques (PNUD) (Financement du FEM : USD 3 762 844)
47. **Vanuatu :** R2R : Gestion intégrée et durable des sols et des zones côtières (FAO) (Financement du FEM USD 4 605 680)

34. S'agissant des projets suivants, le Conseil charge le Secrétariat de prendre des dispositions pour que ses membres reçoivent un projet de texte définitif des descriptifs de projets et communiquent, dans un délai de quatre semaines, leurs réserves éventuelles à la DG avant que celle-ci agréé le descriptif et le soumette à l'aval de l'Agence concernée.

⁴ Le financement de tous les sous-projets proviendra des ressources réservées aux programmes auxquels ils sont rattachés.

⁵ En application des procédures relatives aux programmes-cadres et applicables à toutes les Agences du FEM, la version définitive des descriptifs de ces projets sera diffusée au Conseil pendant quatre semaines avant que la DG agréé les projets en question (GEF/C.39/Inf.3).

1. **Chine** : Projet d'assainissement d'un site contaminé
2. **Inde** : Approches intégrées de gestion durable des sols et des écosystèmes pour réduire la dégradation des terres et la désertification
3. **Indonésie** : Meilleure maîtrise de l'énergie dans les grandes entreprises
4. **Kiribati** : R2R : Des îles et des populations qui résistent aux chocs climatiques
5. **Libye** : Gestion durable des sols et préservation des écosystèmes des oasis
6. **Nigéria** : Promotion de solutions énergétiques à faible intensité de carbone dans la fourniture de l'électricité au Nigéria
7. **Philippines** : « RicePlus » – Conservation dynamique et utilisation durable de la biodiversité agricole dans la production rizicole
8. **Fédération de Russie** : Protection des grands félins
9. **Fédération de Russie** : Programme de transport maritime écologiquement rationnel pour la Russie.
10. **Fédération de Russie** : Transfert de technologies écologiquement rationnelles pour atténuer le changement climatique provoqué par certaines industries de la République du Tatarstan.
11. **Ukraine** : Suppression des obstacles à l'accroissement des investissements dans la maîtrise de l'énergie des bâtiments publics (PNUD) (Financement du FEM :

35. S'agissant des FIP approuvées au titre du programme de travail, le Conseil considère que chacune d'elles i) est conforme à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM, et ii) pourra être agréée par la DG pour être soumise à l'aval de l'Agence. Toutefois, le texte définitif des descriptifs de projet devra reprendre et refléter pleinement les observations du Conseil et du STAP sur le programme de travail, et la DG devra confirmer que le projet reste conforme à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM.

36. S'agissant de toute FIP approuvée dans le cadre du programme de travail, le texte définitif du descriptif de projet sera placé sur le site web du FEM pour information, après agrément de la DG. Si la portée et la conception du projet ont beaucoup changé depuis l'approbation de la FIP, le texte définitif du descriptif concerné sera placé sur le web pour examen du Conseil pendant quatre semaines avant de pouvoir être agréé par la DG.

37. L'annexe 1 au présent compte rendu conjoint des présidents rend compte des décisions de financement prises par le Conseil pendant sa quarante-cinquième réunion.

Décision sur le point 19 de l'ordre du jour Rapport du Comité de sélection et d'évaluation

38. Le Conseil note avec regret que le mandat de M. van den Berg, directeur du Bureau de l'évaluation, prend fin le 11 septembre 2014. Afin d'assurer une transition en douceur, son successeur devra être nommé par le Conseil du FEM, de préférence à la réunion de printemps 2014.

39. Ayant examiné le rapport du Comité de sélection et d'évaluation (GEF C.45/09), le Conseil :

- a) Décide de lancer le processus de recrutement du directeur du Bureau de l'évaluation dès que possible, sur la base des termes de référence ci-joints, et dans les conditions prévues par la formule « hybride » recommandée ;
- b) Prend bonne note de l'estimation des coûts de la procédure de recrutement du directeur du Bureau de l'évaluation, et approuve un budget de 50 000 dollars pour l'Initiative spéciale visant à mener à bien cet exercice ;
- c) Prend note des objectifs à atteindre par le directeur du Bureau de l'évaluation et la DG du FEM pendant l'exercice 14 et demande au Comité de soumettre à son examen l'évaluation de la performance de ces responsables à sa deuxième réunion de 2014 ;
- d) Partage l'évaluation positive du Comité sur la performance du directeur du Bureau de l'évaluation durant l'exercice 13 et approuve la recommandation de lui décerner la note de 4 sur 5 sur l'échelle de notation de la Banque mondiale, et de lui accorder une augmentation de salaire au mérite de 2,5 %. Le Conseil demande au Comité de sélection et d'évaluation de communiquer cette décision à la Direction des ressources humaines de la Banque mondiale.

Décision sur le point 20 de l'ordre du jour Questions diverses

Le Conseil confirme qu'il tiendra sa réunion d'automne de 2014 pendant la semaine débutant le 27 octobre.

Le Conseil confirme qu'il tiendra sa réunion de printemps de 2015 pendant la semaine débutant le 1^{er} juin.

CLÔTURE DE LA RÉUNION

Les présidents déclarent la réunion close le 7 novembre 2013.

Global Environment Facility

**Table 1: Record of GEF Trust Fund Resources Requested for Corporate Budget and Resulting Council Decisions
Council Meeting, November 5 - 7, 2013**

Corporate Budget							
	Amounts Requested for Funding in US\$			Amounts Approved by Council in US\$			Comments
	Core Budget	Special Initiatives and Multi-annual Budget	Total	Core Budget	Special Initiatives and Multi-annual Budget	Total	
	FY14 Corporate Budget						
GEF Secretariat	-	-	-	-	-	-	
GEF Evaluation Office	-	-	-	-	-	-	
STAP	-	-	-	-	-	-	
Trustee	-	-	-	-	-	-	
Fifth GEF Assembly	-	1,368,528	1,368,528	-	1,368,528	1,368,528	Additional budget for the Special Initiative to fund the Organization of the Fifth GEF Assembly.
Total Corporate Budget	-	1,368,528	1,368,528	-	1,368,528	1,368,528	

Global Environment Facility

**Table 2: Record of GEF Trust Fund Resources Requested for Projects/Programs and Resulting Council Decisions
Council Meeting, November 5 - 7, 2013**

GEF_ID	Agency	Title	Country	Project Funding Amounts Requested for Funding in US\$			Project Funding Amounts Approved by Council in US\$				Comments
				Project Grant Requested	Agency Fee Requested	Total Amount Requested	Project Grant Approved	Agency Fee Approved	Total Amount Approved	40% of Agency fee to be committed by Trustee	
Biodiversity											
1	5524	UNDP	Mainstreaming Biodiversity Conservation into the Tourism Sector in Synergy with a Further Strengthened Protected Areas System in Cape Verde	Cape Verde	3,664,640	348,141	4,012,781	3,664,640	348,141	4,012,781	139,256
2	5506	FAO	Strengthening and Development of Instruments for the Management, Prevention and Control of Beaver (<i>Castor Canadensis</i>), an Invasive Alien Species in the Chilean Patagonia	Chile	2,153,882	204,619	2,358,501	2,153,882	204,619	2,358,501	81,848
3	5534	UNDP	Conservation of Ecuadorian Amphibian Diversity and Sustainable Use of its Genetic Resources	Ecuador	2,726,908	259,056	2,985,964	2,726,908	259,056	2,985,964	103,622
4	5440	UNDP	Mainstreaming Incentives for Biodiversity Conservation in the Climate Resilient Green Economy Strategy (CRGE)	Ethiopia	3,316,455	315,063	3,631,518	3,316,455	315,063	3,631,518	126,025
5	5351	UNEP	Strengthening the Network of New Protected Areas in Madagascar	Madagascar	3,905,265	371,000	4,276,265	3,905,265	371,000	4,276,265	148,400
6	5546	World Bank	Sustainable Production Systems and Conservation of Biodiversity	Panama	9,589,000	910,955	10,499,955	9,589,000	910,955	10,499,955	364,382
7	5549	FAO	RicePlus-Dynamic Conservation and Sustainable Use of Agro-biodiversity in Rice-based Farming Systems	Philippines	2,182,631	207,350	2,389,981	2,182,631	207,350	2,389,981	82,940
8	5559	WWF-US	Conservation of Big Cats	Russian Federation	12,707,550	1,143,679	13,851,229	12,707,550	1,143,679	13,851,229	457,472
9	5485	UNDP	Seychelles' Protected Areas Finance Project	Seychelles	2,776,900	263,807	3,040,707	2,776,900	263,807	3,040,707	105,523
Sub-total Biodiversity					43,023,231	4,023,670	47,046,901	43,023,231	4,023,670	47,046,901	1,609,468
WWF-US: Until a Financial Procedures Agreement (FPA) is signed between Trustee and WWF-US, Trustee will neither set-aside nor commit GEF resources for the project as well as Agency fee for WWF-US.											

GEF_ID	Agency	Title	Country	Project Funding			Project Funding				Comments	
				Amounts Requested for Funding			Amounts Approved by Council					
				in US\$			in US\$					
Project Grant Requested	Agency Fee Requested	Total Amount Requested	Project Grant Approved	Agency Fee Approved	Total Amount Approved	40% of Agency fee to be committed by Trustee						
Climate Change												
10	5360	UNDP	Promoting Energy Efficient Electric Motors in Chinese Industries	China	3,500,000	332,500	3,832,500	3,500,000	332,500	3,832,500	133,000	
11	5540	UNDP	Third National Communication (TNC) and Biennial Update Report to the UNFCCC	El Salvador	852,000	80,940	932,940	852,000	80,940	932,940	32,376	Non-expedited EA
12	5501	UNDP	Promoting Sustainable Rural Energy Technologies (RETs) for Household and Productive Uses	Ethiopia	4,091,781	388,719	4,480,500	4,091,781	388,719	4,480,500	155,488	
13	5520	World Bank	Large Enterprises Energy Efficiency Project	Indonesia	5,480,000	520,000	6,000,000	5,480,000	520,000	6,000,000	208,000	
14	5339	UNDP	Market Transformation through Design and Implementation of Appropriate Mitigation Actions in Energy Sector	Indonesia	8,025,000	762,375	8,787,375	8,025,000	762,375	8,787,375	304,950	
15	5317	UNIDO	Increased Energy Access for Productive Use through Small Hydropower Development in Rural Areas	Madagascar	2,855,000	271,225	3,126,225	2,855,000	271,225	3,126,225	108,490	
16	5358	UNDP	Mainstreaming Climate Change in the National Logistics Strategy and Roll-Out of Integrated Logistics Platforms	Morocco	2,274,429	216,071	2,490,500	2,274,429	216,071	2,490,500	86,428	
17	5345	UNDP	Promoting Low Carbon Energy Solutions in Nigeria Energy/Power Supply	Nigeria	4,400,000	418,000	4,818,000	4,400,000	418,000	4,818,000	167,200	
18	5363	UNDP	Development for Renewable Energy Applications Mainstreaming and Market Sustainability (DREAMS) Project	Philippines	5,200,000	494,000	5,694,000	5,200,000	494,000	5,694,000	197,600	
19	5530	EBRD	Green Shipping Programme for Russia	Russian Federation	10,000,000	950,000	10,950,000	10,000,000	950,000	10,950,000	380,000	
20	5072	UNIDO	Transfer of Environmentally Sound Technologies for Industrial Climate Change Mitigation in the Republic of Tatarstan, Russian Federation	Russian Federation	10,292,500	926,325	11,218,825	10,292,500	926,325	11,218,825	370,530	
21	5379	UNIDO	Industrial Energy Efficiency Improvement in South Africa through Mainstreaming the Introduction of Energy Management Systems and Energy Systems Optimization	South Africa	5,776,484	548,766	6,325,250	5,776,484	548,766	6,325,250	219,506	

GEF_ID	Agency	Title	Country	Project Funding Amounts Requested for Funding			Project Funding Amounts Approved by Council				Comments	
				in US\$			in US\$					
				Project Grant Requested	Agency Fee Requested	Total Amount Requested	Project Grant Approved	Agency Fee Approved	Total Amount Approved	40% of Agency fee to be committed by Trustee		
22	5086	UNDP	Achieving Low Carbon Growth in Cities through Sustainable Urban Systems Management in Thailand	Thailand	3,150,000	299,250	3,449,250	3,150,000	299,250	3,449,250	119,700	
23	5357	UNDP	Removing Barriers to Increase Investment in Energy-Efficiency in Public Buildings	Ukraine	5,480,000	520,600	6,000,600	5,480,000	520,600	6,000,600	208,240	
24	5365	UNDP	Energy Efficiency Improvement in Commercial and High-Rise Residential Buildings	Vietnam	3,198,000	303,810	3,501,810	3,198,000	303,810	3,501,810	121,524	
Sub-total Climate Change					74,575,194	7,032,581	81,607,775	74,575,194	7,032,581	81,607,775	2,813,032	
International Waters												
25	4966	World Bank	Sustainable Groundwater Management in SADC Member States	Regional (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibia, Seychelles, Swaziland, Tanzania, South Africa, Zambia, Congo DR, Zimbabwe)	8,119,179	771,321	8,890,500	8,119,179	771,321	8,890,500	308,528	
26	5526	UNDP	Support to the Cubango-Okavango River Basin Strategic Action Programme Implementation	Regional (Angola, Botswana, Namibia)	6,100,000	579,500	6,679,500	6,100,000	579,500	6,679,500	231,800	
27	5542	UNDP	Catalysing Implementation of the Strategic Action Programme for the Sustainable Management of Shared Living Marine Resources in the Caribbean and North Brazil Shelf Large Marine Ecosystems (CMLE+)	Regional (Antigua And Barbuda, Barbados, Brazil, Belize, Colombia, Costa Rica, Dominica, Dominican Republic, Grenada, Guatemala, Guyana, Honduras, Haiti, Jamaica, St. Kitts And Nevis, St. Lucia, Mexico, Panama, Suriname, Trinidad and Tobago, St. Vincent and Grenadines)	12,500,000	1,125,000	13,625,000	12,500,000	1,125,000	13,625,000	450,000	
28	5556	World Bank	West Balkans Drina River Basin Management	Regional (Bosnia-Herzegovina, Montenegro, Serbia)	4,366,210	414,790	4,781,000	4,366,210	414,790	4,781,000	165,916	
29	5513	UNDP	Western Indian Ocean LMEs Strategic Action Programme Policy Harmonization and Institutional Reforms SAPPHERE Project	Regional (Kenya, Comoros, Madagascar, Mauritius, Mozambique, Seychelles, Somalia, Tanzania, South Africa)	10,976,891	987,920	11,964,811	10,976,891	987,920	11,964,811	395,168	
Sub-total International Waters					42,062,280	3,878,531	45,940,811	42,062,280	3,878,531	45,940,811	1,551,412	

GEF_ID	Agency	Title	Country	Project Funding			Project Funding				Comments
				Amounts Requested for Funding			Amounts Approved by Council				
				in US\$			in US\$				
Project Grant Requested	Agency Fee Requested	Total Amount Requested	Project Grant Approved	Agency Fee Approved	Total Amount Approved	40% of Agency fee to be committed by Trustee					
Land Degradation											
30	5406	FAO	Community-Based Sustainable Dryland Forest Management	Gambia	3,066,347	291,303	3,357,650	3,066,347	291,303	3,357,650	116,521
31	5479	World Bank	Integrated SLEM Approaches for Reducing Land Degradation and Desertification	India	4,164,384	395,616	4,560,000	4,164,384	395,616	4,560,000	158,246
32	5522	FAO	Sustainable Land Management and Conservation of Oases Ecosystems in Libya	Libya	3,972,603	377,397	4,350,000	3,972,603	377,397	4,350,000	150,959
33	5463	UNDP	Securing Watershed Services Through SLM in the Ruvu and Zigi Catchments Eastern Arc Region	Tanzania	3,648,858	346,641	3,995,499	3,648,858	346,641	3,995,499	138,656
Sub-total Land Degradation					14,852,192	1,410,957	16,263,149	14,852,192	1,410,957	16,263,149	564,383
Multi Focal Area											
34	5353	UNDP	Mainstreaming Sustainable Land and Forest Management in Dry Mountain Landscapes	Armenia	2,977,169	282,831	3,260,000	2,977,169	282,831	3,260,000	113,132
35	5324	FAO	Reversing Desertification Process in Susceptible Areas of Brazil: Sustainable Agroforestry Practices and Biodiversity Conservation	Brazil	3,930,155	373,365	4,303,520	3,930,155	373,365	4,303,520	149,346
36	5560	World Bank	Forest Conservation and Sustainability in the Heart of the Colombian Amazon	Colombia	10,400,000	936,000	11,336,000	10,400,000	936,000	11,336,000	374,400
37	5547	FAO	Community-Based Miombo Forest Management in South East Katanga	Congo DR	4,533,333	430,667	4,964,000	4,533,333	430,667	4,964,000	172,267
38	5536	UNDP	Energy Efficiency and Renewable Energy for Sustainable Water Management in Turkmenistan	Turkmenistan	6,185,000	587,575	6,772,575	6,185,000	587,575	6,772,575	235,030
39	5410	FAO	Sustainable Forest Lands Management and Conservation under an Eco-social Approach	Venezuela	8,249,316	783,684	9,033,000	8,249,316	783,684	9,033,000	313,474
Sub-total Multi Focal Area					36,274,973	3,394,122	39,669,095	36,274,973	3,394,122	39,669,095	1,357,649

GEF_ID	Agency	Title	Country	Project Funding			Project Funding				Comments
				Amounts Requested for Funding			Amounts Approved by Council				
				in US\$			in US\$				
Project Grant Requested	Agency Fee Requested	Total Amount Requested	Project Grant Approved	Agency Fee Approved	Total Amount Approved	40% of Agency fee to be committed by Trustee					
POPs											
40	5558	UNIDO	Development and Implementation of a Sustainable Management Mechanism for POPs in the Caribbean	Regional (Antigua And Barbuda, Barbados, Bahamas, Belize, St. Kitts And Nevis, St. Lucia, Suriname, Trinidad and Tobago, St. Vincent and Grenadines)	8,839,000	839,705	9,678,705	8,839,000	839,705	9,678,705	335,882
41	5367	UNEP	PCB Reduction In Cameroon Through The Use Of Local Expertise And The Development Of National Capacities	Cameroon	3,000,000	285,000	3,285,000	3,000,000	285,000	3,285,000	114,000
42	5492	World Bank	Contaminated Site Cleanup Project	China	15,000,000	1,350,000	16,350,000	15,000,000	1,350,000	16,350,000	540,000
Sub-total POPs					26,839,000	2,474,705	29,313,705	26,839,000	2,474,705	29,313,705	989,882
GRAND TOTAL					237,626,870	22,214,566	259,841,436	237,626,870	22,214,566	259,841,436	8,885,826

Global Environment Facility

Table 3: Record of GEF Trust Fund Resources Requested for Projects under Programmatic Approaches and Resulting Council Decisions
Council Meeting, November 5 - 7, 2013

GEF_ID	Agency	Title	Country	Project Funding Amounts Requested for Funding in US\$			Project Funding Amounts Approved by Council in US\$				
				Project Grant Requested	Agency Fee Requested	Total Amount Requested	Project Grant Approved	Agency Fee Approved	Total Amount Approved	40% of Agency fee to be committed by Trustee	
				Multi Focal Area							
5395 R2R- Pacific Islands Ridge-to-Reef National Priorities – Integrated Water, Land, Forest and Coastal Management to Preserve Biodiversity, Ecosystem Services, Store Carbon, Improve Climate Resilience and Sustain Livelihoods							Approved by Council in June 2013				
1	5551	FAO	R2R Resilient Islands, Resilient Communities	Kiribati	4,720,030	424,803	5,144,833	4,720,030	424,803	5,144,833	169,921
2	5517	UNDP	R2R Implementing an Integrated Ridge to Reef Approach to Enhance Ecosystem Services, to Conserve Globally Important Biodiversity and to Sustain Local Livelihoods in the FSM	Micronesia	4,689,815	422,083	5,111,898	4,689,815	422,083	5,111,898	168,833
3	5510	UNDP	R2R Strengthening the Management Effectiveness of the National System of Protected Areas	Papua New Guinea	10,929,358	983,642	11,913,000	10,929,358	983,642	11,913,000	393,457
4	5550	UNDP	R2R Implementing a Ridge to Reef Approach to Protect Biodiversity and Ecosystem Functions	Tuvalu	3,762,844	338,656	4,101,500	3,762,844	338,656	4,101,500	135,462
5	5397	FAO	R2R: Integrated Sustainable Land and Coastal Management	Vanuatu	4,605,680	414,511	5,020,191	4,605,680	414,511	5,020,191	165,804
Sub-total Multi Focal Area					28,707,727	2,583,695	31,291,422	28,707,727	2,583,695	31,291,422	1,033,478
GRAND TOTAL					28,707,727	2,583,695	31,291,422	28,707,727	2,583,695	31,291,422	1,033,478

Global Environment Facility

**Table 4: Record of GEF Trust Fund Resources Requested by Agency and Resulting Council Decisions
Council Meeting, November 5 - 7, 2013**

Summary of Council Decisions

	GEFTF							
Funding status as of 11/06/2013	\$ 323,697,076							
Approvals by Council	\$ 261,209,964							
Funding status after Council meeting	\$ 62,487,112							

Agency	GEFTF Amounts Requested for Funding in US\$			GEFTF Amounts Approved by Council in US\$			40% of Agency fee to be committed by
	Project Grant	Agency Fee	Total	Project Grant	Agency Fee	Total	
ADB	-	-	-	-	-	-	-
AFDB	-	-	-	-	-	-	-
EBRD	10,000,000	950,000	10,950,000	10,000,000	950,000	10,950,000	380,000
FAO	28,088,267	2,668,385	30,756,652	28,088,267	2,668,385	30,756,652	1,067,354
IADB	-	-	-	-	-	-	-
IFAD	-	-	-	-	-	-	-
UNDP	95,044,031	8,911,799	103,955,830	95,044,031	8,911,799	103,955,830	3,564,720
UNEP	6,905,265	656,000	7,561,265	6,905,265	656,000	7,561,265	262,400
UNIDO	27,762,984	2,586,021	30,349,005	27,762,984	2,586,021	30,349,005	1,034,408
World Bank	57,118,773	5,298,682	62,417,455	57,118,773	5,298,682	62,417,455	2,119,473
WWF-US	12,707,550	1,143,679	13,851,229	12,707,550	1,143,679	13,851,229	457,472
Total project/program funding	237,626,870	22,214,566	259,841,436	237,626,870	22,214,566	259,841,436	8,885,826
	Core Budget	Special Initiatives and Multi-annual Budget	Total	Core Budget	Special Initiatives and Multi-annual Budget	Total	
GEF Secretariat	-	-	-	-	-	-	
GEF Evaluation Office	-	-	-	-	-	-	
STAP	-	-	-	-	-	-	
Trustee	-	-	-	-	-	-	
Fifth GEF Assembly	-	1,368,528	1,368,528	-	1,368,528	1,368,528	
Sub-total corporate budget	-	1,368,528	1,368,528	-	1,368,528	1,368,528	
GRAND TOTAL	237,626,870	23,583,094	261,209,964	237,626,870	23,583,094	261,209,964	8,885,826

WWF-US: Until a Financial Procedures Agreement (FPA) is signed between Trustee and WWF-US, Trustee will neither set-aside nor commit GEF resources for the project as well as Agency fee for WWF-US.